

---

# Les défis stratégiques de l'après-paix

---

Rami Khoury

Après l'aboutissement heureux du processus de paix arabo-israélien qui semble se dessiner pour la prochaine décennie, la plupart des Etats du Proche-Orient auront à affronter des défis stratégiques qui ont été généralement mis de côté depuis les années 50, notamment en raison de la conjugaison de quatre facteurs: la nouveauté des indépendances, le conflit arabo-israélien, la Guerre froide et l'émergence d'économies dépendantes du pétrole.

A mesure que l'impact de ces quatre facteurs se dissipait, la plupart des Etats du Proche-Orient ont repris leur évolution historique qui était plus ou moins freinée vers les années 50, excepté le développement matériel qui était une conséquence naturelle de la croissance démographique, à savoir la construction de logements, de routes, d'écoles, ce qui n'a pas produit beaucoup d'espaces culturels et politiques locaux qui permettent à une société ou à un individu de s'accomplir.

La plupart des sociétés proche-orientales ont commencé à affronter des défis politiques, environnementaux, sociaux et économiques qui sont à la fois gigantesques dans leur échelle et presque cruciaux dans leurs implications.

Je vais aborder les principales questions stratégiques en cause dans l'après-processus de paix au Proche-Orient, c'est-à-dire dans les Etats arabes et en Israël, encore que les mêmes particularités s'appliquent à deux autres acteurs régionaux importants: l'Iraq et la Turquie.

Le taux élevé d'accroissement démographique dans la plupart des pays du Proche-Orient (moyenne 2,7%) et l'âge relativement bas de la population laissent prévoir qu'elle triplera avant de se stabiliser. La

---

Eté 1996

Banque mondiale estime que la population arabe seule va passer de 200 millions en 1990 à 450 millions d'ici 2025 et ne se stabilisera que lorsqu'elle aura atteint 700 millions. La population de toute la région, y compris l'Iraq et la Turquie, se stabilisera autour d'un milliard vers les années 2040.

Les questions de la nourriture, du logement, du travail, de l'approvisionnement en eau, seront alors les défis les plus importants et les plus urgents qu'auront à affronter les populations. Ils conditionneront également leur évolution politique comme l'a déjà montré la large utilisation par les islamistes du déséquilibre socio-économique comme cri de ralliement. Les évolutions de la période récente ont déjà nuis en avant les enjeux majeurs que le Proche-Orient aura à traiter à l'avenir. Tandis que la population arabe a augmenté de 45% entre 1980 et 1993, le produit national brut arabe n'a cru que de 15% passant ainsi dans cette période de 3283 dollars à 2116. La réalité montre qu'une faible minorité d'Arabes et autres proche-orientaux s'enrichit, tandis que le revenu et la qualité de vie d'une vaste majorité sont soit en fragile équilibre soit en régulière régression.

Dans la période 1980-1994, le déficit en matière de nourriture dans les Etats arabes reste constant, à une moyenne de quelque 11 milliards de dollars par an, quand les besoins atteignent une moyenne de 23 milliards. Moins d'un tiers des 189 millions d'hectares de terres arables des Etats arabes est exploité, en raison surtout du problème de la quantité et de la qualité de l'eau<sup>1</sup>. Tous les Etats du Proche-Orient, sauf le Liban, le Soudan et l'Iraq, souffrent déjà de déficits en eau et la plupart surexploitent leurs réserves à un rythme dangereusement élevé. Le déséquilibre entre les populations et les ressources naturelles a déjà envahi le domaine économique et conduit à un processus de dégradation de l'environnement qui menace presque toutes les grandes villes, ainsi que les réserves d'eau et beaucoup de zones rurales.

---

## L'économie et l'urbanisation

---

Au déséquilibre population/ressources, sont liées de près les deux questions de l'urbanisation sauvage et de l'ajustement économique impératif. Ceci concerne tous les pays de la région même si certains ont déjà bénéficié d'un démantèlement de leurs programmes d'ajustement économique.

Le boom pétrolier de 1974 à 1983 a caché beaucoup de faiblesses et de dépendances économiques fondamentales des pays du Proche-Orient; la récession d'après 1983 due à la chute des cours du pétrole a elle-même été dissimulée par l'emprunt massif international et l'aide qui a maintenu à flot la plupart des économies du Proche-Orient.

Avant la fin de la décennie suivante cependant, la bulle a finalement éclaté. En 1993, les Etats arabes avouaient une dette extérieure de 153 milliards de dollars qui était certainement en réalité plus proche de 200 milliards, compte tenu de la part occulte et non déclarée.

Le remboursement de la dette extérieure a presque doublé entre 1983 et 1993: elle est passée d'environ 8 milliards de dollars à 16 milliards par an, et de 26% en 1985 à 32% des exportations en 1992. La part des dépenses publiques dans le PNB dans la période 1985-1993 a fluctué à l'intérieur du taux très élevé de 38 à 49%. Les dépenses de défense et de sécurité pendant cette période se sont chiffrées à une moyenne de 27% du budget total.

En 1988-1992, le remboursement de la dette extérieure, le lourd fardeau des dépenses publiques, les déficits du commerce extérieur et/ou l'incapacité à créer suffisamment d'emplois ont contraint la plupart des économies du Proche-Orient à recourir à des programmes d'ajustement qui requièrent moins d'investissements publics et reposent davantage sur le secteur privé.

Ces mesures ont généralement aggravé les pressions à court terme sur les revenus des classes moyennes et défavorisées qui font périodiquement monter la pression politique et sociale, notamment chez les chômeurs urbains.

Le taux d'urbanisation élevé (en moyenne de 41% au Proche-Orient et en Afrique du Nord entre 1980 et 1993) a aggravé les problèmes de chômage, de pauvreté, de dépendance sociale et de détresse économique. Ces problèmes se sont manifestés d'une manière plus dramatique dans la politique et l'engagement des islamistes mais aussi dans l'effondrement intérieur et dans des conflits en Somalie, au Yémen et au Liban.

L'Organisation arabe du travail estime, en 1995, le nombre de chômeurs à 15 millions d'Arabes et que ce nombre s'accroît de 2,5 millions chaque année, ce qui représente un taux de chômage moyen de 15%. Le sous-emploi est latent dans les bureaucraties étatiques et s'élève à 40% ou plus de la force officielle de travail.

Ces tendances économiques et démographiques ont entraîné un cercle vicieux dont l'issue semble maintenant résider dans la privatisation et la globalisation. Cependant, ces deux phénomènes sont réputés pour leurs conséquences négatives à court terme, dont notamment: accroissement du chômage, accentuation des disparités des niveaux de vie, corruption, violence, fracture sociale, aliénation culturelle, détérioration de l'accès aux services sociaux de base, criminalisation de l'économie, dégradation de l'environnement, exode rural et immigration illégale.

Comment le Proche-Orient traitera-t-il toutes les données de ce cycle infernal? C'est le défi constant et partagé qu'auront à affronter les prochaines générations.

---

## Culture politique et bon gouvernement

---

Le Proche-Orient ne sera capable de faire face aux besoins économiques et sociaux de sa population que s'il met en place davantage de systèmes locaux de gestion. Ceux-ci sont nécessaires pour dépasser les

---

Été 1996

héritages bâtards d'un pouvoir très centralisé politiquement, militairement et économiquement. Beaucoup de sociétés arabes ou islamiques au Proche-Orient, issues d'une domination ottomane ou européenne au siècle dernier, se sont trouvées plongées dans de nouvelles configurations nationales qui voient toutes les décisions politiques d'importance prises par une élite toute puissante et généralement pas responsable, quelquefois limitée à une seule famille, ou même à un seul homme. Cela a amené des politiques de développement anarchiques, dépendantes et ingérables, qui ont mis le Proche-Orient dans une situation aujourd'hui critique de crise de l'économie, de l'environnement, du pouvoir, de la violence politique et de la légitimité.

Tandis qu'une poignée de petites monarchies comme la Jordanie, les Emirats arabes unis, Qatar et Oman ont profité d'une gestion relativement stable et responsable, avec seulement une violence sporadique, la majorité des Etats du Proche-Orient n'ont pas été capables d'adopter une culture politique satisfaisante. Les générations à venir auront à développer des systèmes politiques qui répondent aux identités culturelles autochtones et auront également à prendre en compte le désir populaire largement répandu pour des principes démocratiques comme la participation, la responsabilité, le pluralisme et le respect des droits de l'homme.

Une série d'élections crédibles qui se sont tenues dans la région depuis 1986 (notamment au Soudan, au Yémen, en Jordanie, au Koweït et au Liban) indique clairement les trois principes politiques ou idéologies qui définissent les caractéristiques du monde arabe contemporain: l'arabité, le tribalisme et la soumission à l'Etat centralisateur. Ces puissants principes s'intègrent peu à peu aux systèmes de gouvernement comme la démocratie et la monarchie, pour former une nouvelle culture politique qui pourrait permettre au peuple du Proche-Orient de traiter plus efficacement leurs problèmes socio-économiques. Les idéologies et les pouvoirs qui ont dominé le Proche-Orient depuis son émergence après la Première guerre mondiale ont grandement failli. De nouveaux systèmes auront à être conçus dans cette région pour qu'elle puisse jouer son ancien rôle de source de culture, de philosophie et de progrès.

Pour aboutir à la stabilité et au progrès, le Proche-Orient doit nécessairement passer par une gestion avisée envers les investisseurs locaux et étrangers, et avoir des objectifs d'expansion économique soutenue. Les agences d'aide internationales et arabes estiment que le capital privé et public arabe investi en dehors du monde arabe s'élève à 350 milliards de dollars. D'autres estimations l'évaluent de 500 à 600 milliards et d'autres, comme une étude de la Chambre de commerce et d'industrie des Emirats arabes unis à 900 milliards dont quelque 400 milliards représentent des capitaux privés. Ce capital a fui le Proche-Orient en raison d'insuffisantes opportunités d'investissement mais surtout par manque de stabilité et de confiance de nature fondamentalement politique.

La question de la gestion politique est étroitement liée à un problème stratégique plus vaste qui continue de hanté de nombreux peuples et pays au Proche-Orient, celle de l'identité et de la configuration nationale.

De même que l'ancienne Union soviétique et son empire ont subi des changements radicaux dans leur configuration et celle de leurs frontières, de même il est possible que les pays du Proche-Orient jugent opportun de se redéfinir eux-mêmes et leurs relations avec leurs voisins. De tels changements sont déjà en cours, comme la lente émergence de l'Etat palestinien, l'unification formelle du Yémen, l'unification informelle de la Syrie et du Liban, la possible sécession du Soudan Sud, l'apparente division de la Somalie en deux Etats, la naissance d'une entité kurde dans le nord de l'Irak et le lent rapprochement du Sahara occidental avec le Maroc.

Si d'autres changements plus importants dans les frontières et les souverainetés se produisaient au Proche-Orient, ils répondraient essentiellement à deux besoins:

— redresser la fragmentation artificielle, issue des pouvoirs européens, en 20 Etats après les deux guerres mondiales et ainsi, promouvoir une plus grande intégration humaine, économique et politique;

— satisfaire à la demande d'un Etat de quelques populations locales comme les Kurdes et les Palestiniens.

Reconfigurer le Proche-Orient ne signifie pas nécessairement se débarrasser de ses Etats établis, cela signifie plutôt redéfinir la nature du pouvoir et réduire le rôle des frontières comme barrières au commerce et aux échanges humains. L'Union européenne est un bon exemple aujourd'hui d'une nouvelle redistribution régionale, qui est une nécessité au Proche-Orient pour la période d'«après paix».

Il est important de souligner que trois des plus puissantes identités politiques et nationales exprimées par les peuples du Proche-Orient dans les dernières décades — islam, arabisme et tribalisme — sont des identités transnationales qui transcendent explicitement ou même rejettent les frontières héritées de l'Europe post-coloniale. La tension explicable souvent violente entre l'Etat et les identités personnelles qui existe aujourd'hui dans de nombreux pays doit être désactivée à travers un processus de reconfiguration nationale qui établisse un équilibre plus authentique entre les sensibilités individuelles et leurs frontières, sinon la plupart des Etats continueront de souffrir d'une instabilité intérieure chronique qui éclatera souvent sous forme de violence ou même de conflits avec l'extérieur.

---

## Sécurité, régionalisme et globalisme

---

Ces questions reflètent l'histoire moderne du Proche-Orient depuis le XVIIIème siècle comme une région dont la situation géographique, stratégique et les ressources importantes d'énergie ont fait un véritable allié des intérêts stratégiques occidentaux — à l'origine des intérêts colonisateurs européens, mais aujourd'hui également des intérêts américains. C'est cet enjeu stratégique primordial qu'aura à affronter le

---

Eté 1996

Proche-Orient dans le futur; la sécurité, la stabilité et la prospérité de la région tout entière se réaliseront-elles via l'intégration interrégionale des ressources et des relations plus développées, à l'intérieur d'un système d'échanges, ou bien les États pétroliers et Israël vont-ils émerger stratégiquement et économiquement et s'allier grâce à des accords officiels de sécurité avec les puissances européennes, tandis que le reste du Proche-Orient souffrira d'un cycle chronique de stagnation, de tourmente sociale et de violence politique?

Les récents événements survenus en Algérie, en Somalie, au Liban, en Irak, au Yémen, en Egypte, au Koweït, au Soudan et à Bahreïn peuvent laisser imaginer le genre de drames qui peuvent résulter de la combinaison de disparités socio-économiques et d'autocratie politique qui sont monnaie courante dans la région.

Des économies bien gérées et des systèmes de politique intérieure responsables seraient les garants d'une bonne intégration interrégionale des ressources dans les domaines humain, économique, financier, environnemental et culturel, sans changements significatifs dans les systèmes de gouvernement actuels. Cela semble être la leçon insistante de l'Europe, de l'Amérique du Nord et de l'Est asiatique. Une telle intégration pourrait se faire sur le modèle du confédéralisme suisse, du fédéralisme américain ou de l'Union européenne, ou bien sur un tout nouveau système d'intégration des ressources qui favorise une croissance économique de la région tout entière et une stabilité politique tout en respectant les différentes identités ethniques, religieuses, nationales et politiques. Le Proche-Orient et l'Afrique du Nord demeurent terriblement non intégrés économiquement: seulement 15% du commerce extérieur du Proche-Orient se fait avec les autres contrées de la région.

Simultanément, cette région connaît le taux le plus élevé de militarisation. Les pays du Proche-Orient consacrent un plus important pourcentage de leur PNB pour les armes et la défense qu'aucune autre région du monde. Les dépenses liées à la sécurité en 1993 s'élevaient à 44 milliards de dollars et en 1994 à 43 milliards, selon l'Institut international d'études stratégiques basé à Londres. Le Proche-Orient a le taux le plus élevé du monde en termes de dépenses militaires par rapport au PNB: 8,7% en 1990; ce taux a régulièrement augmenté depuis 1986 où il se situait à 5,8%. Cela représente la plus forte augmentation mondiale en absolu pour un taux régional; tous les autres taux régionaux ont baissé sauf celui de l'Afrique (qui n'a augmenté que de 2,5% alors que le Proche-Orient a augmenté de 2,9%)<sup>2</sup>.

Le Proche-Orient possède également le plus grand décalage entre le nombre de soldats (2,8 millions) et le nombre d'enseignants (1,9 millions), en 1990. Toutes les autres régions du monde, sauf l'Europe de l'Est (5,3 millions de soldats pour 4,1 millions d'enseignants), ont plus d'enseignants que de soldats. Les budgets militaires sont les plus importants du monde en voie de développement (226 dollars *per capita*). Le budget militaire actuel est sûrement plus élevé parce que ces dépenses ne sont plus le fait des seuls gouvernements mais des milices privées et certaines dépenses ne sont pas prises en compte dans les budgets officiels<sup>3</sup>.

Il n'est alors pas étonnant que la prolifération des armes, le terrorisme, la protection des sources d'énergie et l'agression contre les pays voisins aient tendance à dominer le débat sur les besoins stratégiques du Proche-Orient. Cela reflète l'instabilité de la région et la réalité selon laquelle le débat sur les questions de sécurité est encore souvent défini en termes de priorités occidentales ou israéliennes, plutôt qu'en termes de droits et d'intérêts de la majorité, des populations autochtones du Proche-Orient.

La guerre du Golfe de 1991 a été la dramatique illustration de la volonté occidentale d'utiliser la force massive pour sauvegarder ses intérêts stratégiques au Proche-Orient contre les menaces locales.

Le drame pour de nombreux peuples de la région réside dans le fait que leurs propres intérêts stratégiques et leurs objectifs de développement à long terme restent pour longtemps subordonnés à ceux des puissances occidentales. C'est ainsi que la plus grande part du débat au sein des populations du Proche-Orient demeure axée sur les mêmes sujets que leurs grands-parents: la libération de la tutelle de l'Occident (ou de l'Empire ottoman), en utilisant les ressources locales pour l'amélioration de la vie de leurs peuples et en développant des systèmes politiques et économiques qui reflètent l'identité et les besoins locaux plutôt que les désirs des Occidentaux.

La tentative, à travers le Proche-Orient depuis les années 50, de dissocier la sécurité militaire de la question socio-économique de la qualité de la vie de la population n'a pas abouti; la région est éminemment fragile et instable, et le niveau de vie réel de la majorité continue de souffrir de graves menaces et même de régression.

On peut à l'évidence conclure — dans cette période post Chah, post Marcos, post Ceaucescu — que la véritable sécurité du Proche-Orient ne viendra pas d'un soutien militaire étranger mais qu'elle doit émaner du progrès socio-économique et du bien-être de ses populations, ce qui résultera d'une diminution de la dépense militaire et d'une augmentation des investissements, du commerce et de la solidarité inter-régionale

---

## Culture et société

---

Les enjeux stratégiques pour l'avenir seront aussi bien culturels et sociaux que politiques, économiques et militaires. Une question importante est de savoir si les peuples affronteront ces défis en puisant dans leurs propres racines (arabes, islamiques, sémitiques) ou au contraire s'ils trouveront de l'aide et même le salut dans les techniques et les systèmes occidentaux. Le pouvoir des intérêts communs commerciaux, les techniques de communication et les programmes de divertissement menacent d'absorber seulement une faible partie de l'élite occidentalisée, la majorité du Proche-Orient ne va pas se mettre à porter une casquette de base ball et fredonner des chansons de Michael Jackson

Le plus important est de savoir comment les cultures proche-orientales

---

Eté 1996

engendreront une synthèse entre les valeurs locales et les valeurs occidentales ou universelles qui leur permette de gagner les multiples défis d'un Etat moderne, d'un urbanisme sauvage, d'économies stagnantes, d'environnements dégradés et de démographies galopantes.

Le paysage culturel évolue déjà dans des secteurs tels que le développement des organisations non gouvernementales, le militantisme de base pour le développement communautaire, le rôle des femmes dans la vie publique et le pluralisme politique d'éléments importants de la société comme les médias, la religion, les organisations professionnelles, les organisations féminines et les associations locales de volontaires.

Les peuples, les institutions communautaires et quelques gouvernements ont désormais identifié les défis auxquels ils auront à faire face à l'approche de l'an 2000. Nous sommes déjà les témoins de quelques réponses significatives d'institutions locales dans le domaine de la gestion, de la prise de pouvoir, de l'éducation, de la communication, du pluralisme, de l'égalité des sexes, des droits de l'homme et de la religion.

Il reste à voir comment les peuples lanceront des passerelles au-dessus des frontières pour résoudre leurs difficultés communes et comment l'Occident réagira à cette appropriation autochtone qui est déjà en train de se faire.

Mais c'est parce qu'elle s'exprime souvent à travers la religion, l'ethnicité, le tribalisme et l'arabisme que les Occidentaux ont tant de mal à la comprendre ou même à la reconnaître comme une expression cohérente d'identité et de structuration de l'être humain.

Rami Khoury

---

<sup>1</sup> Selon le Centre arabe pour le développement économique.

<sup>2</sup> Source: *World military and social expenditures*, 1993.

<sup>3</sup> Idem.